



Pour découvrir
le monde et ses cultures

Le Baas, parti de la « résurrection arabe »

Philippe Conrad

Historien. Directeur de séminaire au Collège Interarmées de Défense

Si au Proche-Orient, le règlement de la première guerre mondiale rendit vain tout espoir immédiat d'indépendance, la période de l'entre-deux guerres fut féconde en réflexions doctrinales dans un monde arabe à la recherche de nouveaux modèles. Elles préparèrent la fondation, en 1947 à Damas, du Baas, parti panarabe et socialiste, partisan d'un islam ouvert à la modernité. Les promesses, nées de l'union de la Syrie et de l'Égypte nassérienne au sein d'une République Arabe Unie, ne furent pas tenues. Depuis 1968, date de l'arrivée au pouvoir du parti Baas, l'Irak a repris – en partie au moins – le flambeau des idées baassistes face aux pétromonarchies alliées de l'Occident et à l'Iran islamiste. Philippe Conrad nous explique les origines comme la nature de cette doctrine et de ce mouvement indissociables de l'histoire du nationalisme arabe.

Le déclin ottoman et l'éveil du nationalisme arabe

Avant de se déterminer face aux dominations coloniales européennes exercées principalement par l'Angleterre et la France, le nationalisme arabe s'est dressé, dans la première phase de son histoire, contre une occupation turque qui, pendant quatre siècles, a plongé l'Orient arabe dans la « nuit ottomane ». Conquises par Sélim Ier et Soliman le Magnifique au début du XVI^e siècle, la Syrie, l'Égypte, la Mésopotamie et l'Arabie sont demeurées complètement dépendantes de la Sublime Porte jusqu'au XV^e siècle. Malgré sa brièveté, la campagne de Bonaparte en Égypte a introduit alors sur les rives du Nil les premières manifestations d'une modernité dont le pacha albanais Mehmet Ali se fait bientôt le champion, contre l'autorité du sultan de Constantinople. À la même époque, le soulèvement des Saoud du Nedjd – animé par le renouveau religieux fondamentaliste qu'incarne la prédication d'Abdul Wahhab – permet à une lignée guerrière promise aux plus hautes destinées d'imposer pour un temps son autorité à l'ensemble de la péninsule arabique avant de voir son entreprise conquérante brisée par l'intervention d'Ibrahim, le fils de Mehmet Ali qui se pose dès lors comme le chef d'une Égypte aspirant bientôt, avec l'appui de la France, au rôle de puissance régionale. Il faut une première intervention britannique pour sauver « l'homme malade » ottoman ; cependant, l'ère du Tanzimat, de la réforme mise en œuvre par le sultan Abdul Majid, révèle rapidement ses limites.

Alors que l'Empire ottoman voit lui échapper progressivement ses possessions balkaniques et fait l'objet des convoitises de plus en plus ouvertes des grandes puissances européennes, ses régions arabes connaissent l'éveil de la *Nahda*, ce mouvement de renaissance culturelle qui, au-delà de la solidarité islamique liant les croyants au sultan-calife, réaffirme une identité arabe dont les défenseurs se reconnaissent désormais davantage dans le choix d'un modèle nationalitaire de type européen – *watan* – que dans celui de la communauté religieuse à vocation universelle qui rassemble les fidèles du Prophète – *umma*. Le coup d'État « jeune turc » de 1908, fomenté par les partisans du Comité Union et Progrès, qui entraîne en 1909 le départ du sultan Abdul Hamid – dont les trente-trois ans de règne ont été synonymes pour la Turquie d'une descente aux enfers continue – fait naître de nombreux espoirs chez les minorités de l'Empire, notamment en Syrie et en Mésopotamie. Les déceptions sont cependant à la mesure des attentes et il apparaît rapidement que le nationalisme arabe sera incompatible avec le « pantouranisme » professé par Enver Pacha et ses amis, attachés à une conception « grande turque » jacobine, centralisatrice et assimilationniste de la Turquie nouvelle. L'intervention des puissances coloniales européennes complique évidemment les perspectives d'un réveil national arabe, ce qu'ont pu constater les

Égyptiens en 1881, lors de la défaite totale infligée par les Anglais aux troupes d'Arabi Pacha. Dès 1904 cependant, Negib Azoury, auteur d'un ouvrage intitulé *Le réveil de la nation arabe dans l'Asie turque*, crée une Ligue de la Patrie Arabe. Des sociétés secrètes comme *Al Ahd* – Alliance – sont constituées par des officiers arabes au sein de l'armée ottomane. Les puissances étrangères suivent avec intérêt l'évolution des événements et c'est à Paris que se crée en 1911 la Ligue de la Jeunesse Arabe – *Jam'iyat al Arabiya al Fatat*. L'année suivante voit la naissance d'un « parti de la décentralisation » qui ne remet pas en cause l'unité territoriale de l'Empire ottoman mais exige une large autonomie pour ses territoires arabes. La répression de la révolte de l'imam Yahia au Yémen, l'abandon de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque aux Italiens, la reconnaissance du protectorat anglais sur le Koweït – territoire ottoman antérieurement intégré au wilayet de Bassorah – accroissent le ressentiment contre un pouvoir turc incapable de préserver ses sujets arabes des convoitises coloniales. En juin 1913, le Congrès général arabe, qui réunit à Paris deux cents délégués, réaffirme les revendications relatives à l'usage officiel de la langue arabe et à la décentralisation administrative, en même temps qu'il appelle à l'union de tous les Arabes, au-delà des distinctions confessionnelles car « *la solidarité religieuse est incapable de créer l'unité politique* ».

On sait les espoirs suscités chez les Arabes par la première guerre mondiale et les déceptions qu'elle engendra. Alors que les Hachémites du Hedjaz, maîtres de La Mecque, se sont vus promettre par le Résident britannique au Caire la création, à l'issue du conflit, d'un grand royaume arabe incluant Syrie, Irak et Palestine, les Anglais et les Français se sont partagés secrètement dans leur dos – par les accords Sykes-Picot du printemps 1916 – le Proche-Orient arabe. Les Anglais ont même imaginé en 1917 d'y installer un « foyer national juif ». L'entrée à Damas de l'armée arabe, conduite par l'émir Fayçal et par Lawrence, demeure sans lendemain et les revendications arabes – celles des Égyptiens comme celles des Hachémites – ne sont en rien prises en compte par la Conférence de la Paix, qui décide au contraire de placer sous mandat français ou britannique les territoires arabes de l'Empire ottoman, bientôt mis en pièces en 1920 par le traité de Sèvres. Avant même la signature de celui-ci, la conférence de San Remo a confié à la France la Syrie et le Liban, alors que l'Angleterre se réservait l'Irak et la Palestine. La conférence coloniale britannique tenue au Caire en 1921 – celle que Churchill a baptisée, Orient oblige, « conférence des quarante voleurs » – installe l'émir Fayçal sur le trône d'Irak et crée pour son frère Abdallah un émirat de Transjordanie. Un an plus tôt, le malheureux Fayçal avait été chassé de Damas où il tentait d'établir un royaume de « Grande Syrie » par la colonne française envoyée depuis Beyrouth par le général Gouraud. En Syrie et au Liban, la France jouait des rivalités confessionnelles pour diviser et régner, à la grande fureur des nationalistes arabes. Souverains fantoches à la merci des Anglais, les deux princes hachémites établis à Bagdad et à Amman, ne disposaient d'aucune indépendance ; c'est avec la plus grande violence que la Royal Air Force écrasait alors les rébellions chiïtes du sud de l'Irak et la révolte kurde du nord, sans hésiter à utiliser pour la circonstance les gaz de combat. Si les Arabes étaient ainsi débarrassés de la domination turque, ils étaient tombés sous la coupe de puissances coloniales prêtes à tout pour conjurer les tentations indépendantistes de leurs nouveaux sujets.

Réactions arabes contre la domination des puissances mandataires

En Arabie, la prise de La Mecque et de Médine par les Wahhabites d'Ibn Saud et l'expulsion des Hachémites du Hedjaz donnaient alors le pouvoir à une secte, attachée à un Islam issu du désert et demeuré contemporain du VII^e siècle. Il ne fallait plus espérer de ce côté une quelconque possibilité d'émancipation ou l'émergence d'un modèle politique capable de s'opposer à la domination coloniale européenne. En Égypte, le mouvement national n'avait rien de « panarabe » et le Wafd de Zaghloul Pacha était disposé à se contenter de l'indépendance au rabais finalement accordée par Londres en 1922. C'est vers les pays de tradition musulmane, mais extérieurs au monde arabe, que pouvaient alors se tourner les Syriens et les Irakiens attachés à l'espoir d'une renaissance nationale. Mustapha Kemal en Turquie et Reza Shah en Iran montraient l'exemple de pays capables de s'opposer aux volontés des puissances prédatrices européennes ; c'est dans ce

sens – celui d'un nationalisme laïque et moderne – que se tournèrent naturellement les élites arabes, victimes des frustrations insupportables nées de l'issue de la première guerre mondiale. Une telle option était loin d'avoir la partie gagnée au cours des années vingt et la naissance en 1928 en Égypte de la Confrérie des Frères Musulmans d'Hassan al Banna – qui remporte un rapide succès et compte deux cent mille membres au début des années quarante – rappelle que, pour les masses arabes, l'Islam demeure un moyen privilégié de résistance à la domination coloniale.

Les années de l'entre-deux guerres voient se développer diverses expériences militantes et s'approfondir la réflexion doctrinale autour de l'idée nationale arabe. Né en 1904, le Libanais grec orthodoxe Antoun Saadé crée ainsi en 1932 le Parti Syrien National et Social, plus communément désigné sous le nom de Parti Populaire Syrien. Cette organisation clandestine dénonce la séparation du Liban et de la Syrie, voulue par les Français et les Chrétiens maronites du Liban. Auteur d'une *Genèse des nations* publiée en 1938, emprisonné à plusieurs reprises, émigré un temps en Amérique du Sud, revenu au Liban en 1946 puis engagé dans la guerre de Palestine de 1948-1949, cet activiste partisan de la « Grande Syrie » et théoricien laïque des « nations terminales » sera arrêté et exécuté en juillet 1949 pour avoir préparé un coup d'État au Liban, en liaison avec le régime syrien du colonel Husni Zaïm.

Plus âgé qu'Antoun Saadé – il est né au Yémen dans une famille d'origine syrienne en 1880, vingt-quatre ans avant le leader du PPS – Sati al Housri appartient initialement à l'élite ottomane d'origine arabe puis se rallie à l'émir hachémite Fayçal dont il sera, en Irak, le ministre de l'enseignement. Hostile aux Anglais, il entre en conflit avec Noury Saïd – l'homme-lige des Britanniques à Bagdad – et soutient le coup d'État irakien de Rachid Ali au printemps de 1941. L'échec de cette entreprise l'oblige à fuir à Beyrouth et au Caire avant de rejoindre Bagdad, où il mourra en 1988. Il est le premier grand doctrinaire du nationalisme arabe. Familier des théoriciens du nationalisme français, il connaît également Arndt, Herder et Fichte et fonde sa définition de la nation sur l'héritage linguistique et culturel, ce qui le conduit à intégrer dans la nation arabe l'Égypte et les pays du Maghreb. D'autres auteurs proposent des approches complémentaires au cours des années trente : le cheikh Abdallah al Alayli privilégie la langue dans la définition de la nation et limite l'importance accordée à l'Islam. L'Irakien Sami Chawkat insiste sur la nécessité d'un État autoritaire et centralisateur, seul capable de « construire » la nation arabe alors que le chrétien Constantin Zurayq appelle à la mobilisation et à l'action dans son *Éveil arabe* paru en 1938.

Le désastre que constituent pour le camp arabe la création de l'État d'Israël et l'issue de la guerre de Palestine de 1948-1949, rejette au second plan les préoccupations doctrinales et confirme la priorité qu'il convient désormais de donner à la lutte. C'est ce que pensent les nationalistes libanais et palestiniens du Mouvement National Arabe fondé en 1948 et auquel appartiennent Georges Habbache et Nayef Hawatmeh qui seront ultérieurement des figures de premier plan de la résistance palestinienne. Phénomène réactif fondé sur une mobilisation passionnelle, le nationalisme arabe manque encore d'une véritable doctrine adaptée aux réalités politiques du moment mais celle-ci va être formulée, au sein du mouvement baassiste, par Michel Aflak et ses amis Zaki Arsouzi et Salaheddine al Bitar.

Michel Aflak et la naissance du Baas

Né à Damas en 1912 dans une famille de la petite bourgeoisie grecque orthodoxe, Michel Aflak est le fils d'un nationaliste arabe convaincu, opposé à l'Empire ottoman puis à la présence française. Étudiant à la Sorbonne à partir de 1928, il s'y passionne pour l'histoire des idées politiques. C'est l'occasion pour lui de découvrir qu'un projet nationaliste global doit dépasser la seule revendication de l'indépendance pour envisager une reconstruction profonde de la nation arabe dans les domaines politique, économique, social et culturel. Le chrétien Michel Aflak rencontre à Paris son compatriote Salaheddine al Bitar, un musulman sunnite qui partage les

mêmes préoccupations que lui, ce qui les conduit à fonder l'Union des Étudiants Arabes en France. Rentrés tous deux en Syrie, ils enseignent au lycée de Damas, l'un l'histoire et l'autre les sciences naturelles. Méfiant vis-à-vis des idéologies européennes, hostile au marxisme qui privilégie les interprétations économiques et accorde une trop grande place à la lutte des classes, opposé aux « sous-nationalismes » qui, encouragés par les puissances coloniales, ne servent qu'à perpétuer la division de la nation arabe, ennemi d'un fondamentalisme religieux qui entend dissoudre dans l'*umma* l'ensemble des masses musulmanes sans tenir compte de l'identité propre aux Arabes, Michel Aflak entend proposer une doctrine et des méthodes adaptées aux Arabes. Il perçoit clairement que la formulation d'une telle doctrine constitue l'une des conditions nécessaires de leur émancipation. Aflak et Bitar s'expriment tout d'abord dans les colonnes de la revue *At Taliya – L'Avant-Garde* –, qui rassemble des auteurs de diverses tendances opposées au maintien du régime des mandats français et anglais dans le Proche-Orient arabe. Cependant, dès 1936, ils constatent, lors de la victoire remportée en France par le Front Populaire, que leurs amis communistes se font beaucoup plus modérés, obéissant en cela aux consignes venues de Moscou. Cette constatation conduit rapidement à une rupture et à une clarification qui débouche, en 1939, à la création du Cercle de la Renaissance Arabe – *al ihya al arabi*. C'est l'occasion pour Aflak et Bitar d'être rejoints par Zaki al Arzouzi, un Alaouite d'Alexandrette qui s'est également imposé depuis plusieurs années, avec son Cercle de l'Arabisme, comme l'un des intellectuels capables de formuler les idées nécessaires à la résurrection de la nation arabe. La lutte engagée par les Palestiniens contre l'occupation anglaise et l'immigration juive orchestrée par le mouvement sioniste, la défaite subie par la France en 1940 puis la tentative de coup d'État de Rachid Ali en Irak en 1941 semblent créer des conditions favorables. La révolte irakienne est brisée en mai 1941 ; cependant, la mobilisation qu'elle a suscitée en Syrie a permis de nouveaux rapprochements, notamment avec Djamil as Sayid qui dirige la Ligue Nationale du Travail. Devenu un militant permanent à partir de 1943, Aflak se dépense sans compter pour développer le parti en gestation ; ce dernier réussit à canaliser la colère que déchaîne dans l'opinion arabe la prise de position de Roosevelt en faveur de la création d'un État juif en Palestine. La fondation de la Ligue Arabe, qui apparaît comme un instrument visant à pérenniser la domination britannique sur le Proche-Orient, amène aussi au parti de nouveaux militants. Le mouvement est interdit mais le soulèvement de Damas de mai 1945 renforce encore son audience et, le 3 juillet 1946 à nouveau autorisé, il peut publier le premier numéro du journal intitulé *Al Baas* qui revendique « *la réalisation de l'unité arabe, la liberté et le socialisme* ». Aflak y écrit qu'il faut « *maintenant créer les conditions de la grande révolution arabe du vingtième siècle, qui permettra aux Arabes de réintégrer l'histoire* ». Si le parti existe déjà dans les faits, son congrès fondateur officiel a lieu du 4 au 7 avril 1947 dans la grande salle du Café Rachid de Damas, en présence de deux cents délégués syriens et de nombreux observateurs venus de Palestine, du Liban, d'Irak et de Jordanie. Aflak est nommé secrétaire général du parti ; il exercera cette fonction jusqu'à sa mort à Paris en 1989.

La nouvelle donne arabe des années cinquante

Le parti est à peine constitué que, l'année suivante, bon nombre de ses militants – dont Michel Aflak lui-même – s'engagent dans la lutte en Palestine. La fusion réalisée avec le Parti Socialiste Arabe d'Akram Hourani aboutit en 1953 à la naissance du Parti de la Résurrection Arabe et Socialiste – *Hizb al ba'ath al arabi al ishtiraki*. Convaincu que la révolution – ou plutôt le « grand bouleversement » – qu'il appelle de ses vœux ne pourra se réaliser que dans le cadre panarabe « de l'Atlantique au Golfe », Michel Aflak considère que la communauté de langue, de culture et de traditions fonde la réalité de la nation arabe, qu'il refuse de réduire à sa dimension musulmane. Il ne peut davantage admettre le morcellement territorial et les frontières artificielles imposées par les puissances coloniales. Malgré la réputation sulfureuse qui lui a été faite par ses adversaires, le baassisme ne peut être assimilé aux nationalismes radicaux de l'Europe de l'entre-deux guerres, notamment au national-socialisme allemand dont il critique le racisme. Aflak affirme en effet que « *le nationalisme arabe est étranger à tout esprit d'exclusion, de sectarisme, de supériorité d'un prétendu « peuple élu » ou d'une race supérieure* ». Revendiquant la « liberté » pour les Arabes,

les théoriciens du Baas dénoncent l'ignorance, la corruption des régimes inféodés aux puissances coloniales, l'archaïsme des structures sociales tribales. Hostile à la « lutte des classes », qui ne peut qu'affaiblir la nation arabe et compromettre sa nécessaire unité, Michel Aflak se fait le champion d'un « socialisme » qui rejette autant le marxisme que le libéralisme et vise à l'avènement d'une solidarité capable d'intégrer les masses défavorisées à la nation arabe, qui ne peut se passer de leur adhésion et de leur soutien. Soucieux avant tout de la promotion de la personne humaine, le socialisme baassiste écarte les modèles totalitaires et comprend que les transformations sociales indispensables seront davantage issues d'une révolution des esprits que de l'instauration d'un système d'économie administrée appelé à déboucher fatalement sur une vision totalitaire et liberticide de la société. Le chrétien Michel Aflak ne peut éviter la question de la place de l'Islam dans la nation arabe dont il espère la naissance. Dès 1943, dans son *Discours à la mémoire du Prophète arabe*, le principal penseur du Baas proclame que « *l'Islam a été la pulsion vitale qui a révélé aux Arabes les potentialités et les forces latentes qui résidaient en eux. Il les a projetés sur la scène de l'histoire. L'Islam est la meilleure expression du désir d'éternité et d'universalité de la nation arabe. Il est arabe dans sa réalité et universel dans ses idéaux* ». Aflak condamne en revanche un Islam qui, tourné vers le passé, imposerait sa loi à la société arabe du XXe siècle. Le temps du califat est révolu mais le nationalisme arabe, à la différence du kémalisme turc qui a manifesté une véritable hostilité à l'héritage musulman, ne rejette pas une religion dont l'histoire s'est largement confondue, pendant plusieurs siècles, avec celle de l'expansion arabe. Certaines valeurs morales inscrites dans la tradition coranique apparaissent même tout à fait compatibles avec la modernité revendiquée par les baassistes. L'historien Charles Saint-Prot – qui voit très justement dans le nationalisme arabe une alternative à l'islamisme intégriste – a parfaitement résumé la place attribuée à la religion dans la vision baassiste de la nation arabe : « *Entre le fanatisme religieux qui est un passé sans présent et sans avenir et l'exagération inverse qui envisage un avenir sans passé et sans mémoire, la pensée baassiste propose de considérer la religion comme une valeur essentielle et une composante du patrimoine arabe, qui peut trouver sa place dans un renouveau se fondant à la fois sur l'authenticité et le désir de modernité* ».

Au début des années cinquante, c'est en Syrie que le parti Baas est devenu un acteur important du jeu politique. Il demeure très minoritaire en Irak, au Liban ou en Jordanie alors que le coup d'État égyptien de 1952 prépare l'établissement, en 1954, du pouvoir nassérien. En quelques mois, à la faveur de la condamnation du pacte de Bagdad – qui vise, dans le contexte de la guerre froide engagée contre l'URSS, à entraîner les États arabes dans le camp occidental –, en raison de la stature qu'acquiert Nasser lors de la conférence de Bandoung de 1955 et au moment de la crise de Suez de 1956, c'est le Raïs égyptien qui devient le chef de file naturel du nationalisme arabe. Ce dernier relègue dans l'ombre le Baas, qui n'a pu bénéficier de circonstances comparables, et dont les chefs sont plus des intellectuels que des leaders charismatiques. Devenu le maître de l'Égypte, Nasser professe des idées très proches de celles formulées par Michel Aflak et ses compagnons. À la différence des pionniers du nationalisme égyptien, il est attaché en priorité au panarabisme et considère que l'héritage musulman et le progrès de la nation arabe ne sont pas incompatibles.

L'échec de la République Arabe Unie et le basculement de l'Irak

Alors que le centre de gravité du nationalisme arabe semble se déplacer vers Le Caire, le Baas syrien remporte des succès encourageants lors des élections de 1954 et se trouve ainsi en situation de participer au gouvernement en y occupant des ministères importants. Les convergences sont évidemment totales avec les prises de position nassériennes à propos du Pacte de Bagdad conclu en 1955 – entre la Turquie, l'Irak hachémite, l'Iran, le Pakistan et la Grande-Bretagne – ou de la « doctrine Eisenhower » formulée en 1957 par le président américain ; selon cette dernière, les États-Unis s'octroyaient le droit d'intervenir au Proche-Orient en cas de « danger communiste », danger dont ils étaient les seuls à évaluer la réalité... Dès avril 1956, Aflak en appelle à l'union entre la Syrie et l'Égypte. Moins de deux ans plus tard, la République Arabe Unie voit le jour le 1er février 1958 et, à la suite d'un référendum, Nasser est porté à sa tête trois semaines plus tard.

Cette union, à laquelle se joint peu après le Yémen, suscite un immense enthousiasme dans une bonne partie du monde arabe, spécialement en Irak où Noury Saïd – l'homme des Anglais – est haï de la population et envisage, pour faire pièce à l'entreprise nassérienne, de réunir en un seul État les deux royaumes hachémite d'Irak et de Jordanie. L'intervention américaine au Liban, la répression anglaise de la révolte de l'Hadramaout à l'est d'Aden et le déploiement de troupes britanniques à Amman sont les réponses à cette poussée de fièvre ; cependant, le 14 juillet 1958, la révolution triomphe à Bagdad et le coup d'État réussi du colonel Kassem débouche sur l'assassinat du roi Fayçal et de Noury Saïd. Si le « grand bouleversement » attendu par Michel Aflak semble alors engagé, l'union syro-égyptienne révèle cependant très vite ses limites. Les prétentions hégémoniques de Nasser dressent contre lui les Syriens. C'est une immense déception pour les dirigeants baassistes qui partent bientôt chercher refuge à Beyrouth alors que les ministres issus du parti démissionnent en novembre 1959. En septembre 1961, le coup d'État du général Kouzbari met fin au rêve unitaire et débouche sur la rupture avec l'Égypte, qui voit le Yémen se séparer de l'union quelques semaines plus tard. Michel Aflak et ses proches constatent alors que Nasser, malgré son indéniable charisme, n'avait pas les moyens de mettre en œuvre les projets qui faisaient rêver les masses arabes ; de plus, il n'avait su bâtir un parti enraciné dans la société, capable de conduire un véritable changement. L'Union Socialiste Arabe constituée en Égypte n'était en effet qu'une simple création – purement circonstancielle – de l'appareil d'État. Sur les rives du Nil, c'étaient davantage les Frères Musulmans qui correspondaient à la conception que se faisaient les chefs baassistes d'un parti de masse en phase avec les volontés et les espérances de la population. Condamné de nouveau à la clandestinité en Syrie sous le régime de Kouzbari, le Baas doit y demeurer jusqu'en 1962 ; il se développe alors rapidement en Irak, malgré la répression qu'engage contre lui le général Kassem qui, appuyé sur les communistes et les chiïtes, est hostile aux nationalistes arabes.

La situation est cependant très mouvante au tournant des années soixante. Le 8 février 1963, un nouveau coup d'État survient à Bagdad. Kassem est tué et ce sont des baassistes qui s'emparent du pouvoir. Le 8 mars suivant, c'est au tour du parti Baas syrien de triompher à Damas. Un mois plus tard, on envisage de reconstituer, avec l'Irak et la Syrie cette fois, la défunte République Arabe Unie en envisageant même – les baassistes syriens n'étaient pas trop rancuniers – d'y associer l'Égypte. Alors que des pourparlers sont engagés, un nouveau coup d'État intervient à Bagdad où le général Abdel Salam Aref – qui est plutôt favorable à Nasser – renverse le pouvoir baassiste irakien. Les baassistes ne sont pas au bout de leurs déceptions puisqu'en février 1966 le général prosoviétique Salah Jedid les chasse du pouvoir à Damas, tout en se réclamant de leurs principes et de leur programme. Quatre ans plus tard, l'un des comploteurs de 1966, le général Hafez el Assad, prend le pouvoir à son tour, tout en se présentant comme un authentique baassiste. Ces deux coups d'État syriens sont à l'origine de la division du parti construit au lendemain de la seconde guerre mondiale par Michel Aflak et ses amis. Pour les baassistes « historiques » il est inexact de parler de deux branches opposées du parti. Le véritable parti Baas est celui des fondateurs alors que l'autre ne sert qu'à donner un semblant de légitimité à un pouvoir militaire. Dès 1966, les dirigeants baassistes historiques ont été persécutés et ont dû quitter la Syrie pour aller s'installer à Beyrouth ou à Bagdad. Le régime syrien a de plus abandonné l'idéal panarabe du Baas pour donner la priorité au projet traditionnel de « Grande Syrie » qui correspond à une perspective géopolitique étrangère au panarabisme consubstantiel à l'idéologie baassiste. Appuyé sur la minorité alaouite, il joue des équilibres confessionnels pour garantir sa pérennité, rompant ainsi avec l'un des principes fondamentaux des authentiques nationalistes arabes. La désastreuse défaite subie lors de « la guerre des six jours » de juin 1967 semble ruiner tous les espoirs de « résurrection » arabe, trois ans avant que ne disparaisse un Nasser terriblement affaibli. La cause du nationalisme arabe apparaît alors au plus bas, pour le plus grand profit des régimes arabes « modérés », les pétromonarchies soumises aux volontés occidentales. Les baassistes n'ont cependant pas dit leur dernier mot puisque, le 17 juillet 1968, presque dix ans jour pour jour après la chute du pouvoir hachémite mis en place par l'Angleterre en 1921, le général Ahmed Hassan el Bakr renverse à Bagdad le général Abdel Rahman Aref, frère de celui qui avait barré la route au Baas en 1963. Après les dérives malheureuses du pouvoir militaire syrien et après l'échec du

nassérisme égyptien, c'est au tour de l'Irak de reprendre le flambeau du nationalisme arabe.

L'Irak baassiste à l'avant-garde du nationalisme arabe

C'est peu de temps après sa naissance en Syrie que le parti Baas a entamé son implantation en Irak, autour de quelques pionniers tels que Sami Chaouket, Taha al Rachid, Fakhri Kadoumi et Ahmed Hassan al Bakr, contraints à la clandestinité sous le régime pro-britannique des Hachémites alors que le pays est gouverné d'une main de fer par Noury Saïd, exécutant docile des volontés du Foreign Office. Le combat engagé contre l'adhésion de l'Irak au Pacte de Bagdad renforce l'audience du mouvement baassiste, qui soutient initialement la révolution réalisée le 14 juillet 1958 par le général Kassem. S'appuyant sur les communistes et les chiites, celui-ci contraint bientôt les nationalistes arabes à retrouver la clandestinité. Pour cinq ans seulement car en février 1963, un nouveau coup d'État les porte au pouvoir : ils en sont toutefois rapidement écartés par le général Aref, le nouvel « homme fort » du pays, attaché au nassérisme et peu désireux de faire place à des nationalistes perçus comme des concurrents du Raïs dans le monde arabe, trois ans après l'échec de la République Arabe Unie syro-égyptienne. Ahmed Hassan al Bakr et un militant plus jeune, Saddam Hussein – né en 1937 à Takrit, il a établi sa réputation à l'occasion d'une tentative d'attentat contre Kassem – poursuivent cependant l'action du parti dans la clandestinité. Cette persévérance se révèle payante puisqu'en juillet 1968 les baassistes réussissent à s'emparer du pouvoir à Bagdad. L'équipe qui s'installe aux commandes à ce moment est non seulement composée de musulmans sunnites, de chiites – qui sont majoritaires en Irak – mais aussi de chrétiens comme Tarek Aziz. Le programme des nouveaux dirigeants irakiens est simple et tient compte de l'échec du nassérisme, consommé avec la guerre des six jours de 1967. Il importe d'abord de renforcer le parti, de lui donner une organisation très solide et une base sociale suffisamment large, ce que n'a pas su ou voulu faire Nasser en Égypte. Il convient ensuite de développer l'économie irakienne, de faire du pays une puissance industrielle moderne, ce que doivent permettre la rente pétrolière, une fois nationalisée en 1972 et 1973 la production des hydrocarbures. Quand ces conditions seront remplies, l'Irak – qui dispose des deux ressources majeures que sont l'eau et le pétrole – pourra, en favorisant l'éducation et la formation technique d'une population jeune en croissance rapide, devenir le pays capable de rassembler autour de lui l'ensemble de la nation arabe au Proche-Orient ; la perspective d'un ensemble allant « du Golfe à l'Atlantique » n'apparaît en effet guère réaliste en 1968.

La conjoncture générale semble pourtant favorable à la mise en œuvre des projets baassistes dans la mesure où, une fois Nasser disparu, son successeur, Anouar al Sadate, tire un prestige certain de la demi-victoire remportée lors de la guerre du Kippour de 1973 ; prestige qu'il perd immédiatement en s'alliant aux États-Unis et en concluant la paix avec Israël. Cette politique, qui brise l'unité du camp arabe contre l'ennemi commun sioniste, suscite la formation d'un « front du refus » radical à l'égard duquel l'Irak choisit d'adopter une attitude relativement modérée, pour ménager l'avenir. À la même époque, la disparition – en 1975 – du roi Fayçal d'Arabie Séoudite, assassiné par un parent présenté comme un dément mais qui était en fait un islamiste radical, laisse le pays aux mains du roi Khaled, bien incapable – malgré le rôle actif joué dans l'ombre auprès de lui par l'émir Fahd – de se poser en leader du monde arabe en dépit du poids grandissant de ses revenus pétroliers. L'intervention syrienne dans la guerre civile libanaise limite par ailleurs la liberté d'action du régime de Damas.

D'une guerre du Golfe à l'autre

L'accord conclu en 1975 à Alger avec le shah d'Iran pour mettre fin à la dissidence kurde contribue également à renforcer les assises du régime de Bagdad, incarné désormais par Saddam Hussein, qui a succédé en juillet 1979 à Hassan el Bakr, démissionnaire pour raisons de santé. Enrichi par ses exportations pétrolières, l'Irak réalise au cours des années soixante-dix de rapides progrès et s'ouvre à certains pays occidentaux comme la France – Saddam Hussein fait alors figure de partenaire privilégié pour les premiers ministres Jacques Chirac et Raymond Barre.

Prenant ses distances avec l'ancien allié soviétique, l'Irak semble alors en mesure de se poser en leader de la nation arabe ; ces perspectives vont être cependant compromises – à partir de 1980 – par le déclenchement de la guerre avec l'Iran voisin. Le contentieux frontalier opposant les deux pays dans le Chatt el Arab, l'existence de minorités arabes dans le Khouzistan pétrolier iranien, la haine que voue Khomeiny – le leader de la République islamique iranienne – à un régime irakien accusé de mettre en œuvre une politique moderniste et laïque, l'espoir de l'ayatollah de voir se soulever à son appel les chiites irakiens constituent la toile de fond d'un conflit de huit ans terriblement meurtrier pour les deux parties et débouchant à son issue, en juillet 1988, sur un retour au statu quo de 1980. La mort de Michel Aflak est l'occasion pour le régime d'organiser à Bagdad les funérailles « nationales » du fondateur syrien du Baas et cette disparition, qui survient neuf ans après l'assassinat à Paris de Salahedine al Bitar – peut-être perpétrée par les services d'Hafez el Assad, le « frère ennemi » syrien – correspond à une nouvelle étape de l'histoire du mouvement, marquée par la nécessité pour l'Irak de recentrer prioritairement ses préoccupations sur ses intérêts nationaux, dans un contexte devenu défavorable aux espérances d'unité arabe. Sorti victorieux de l'affrontement avec l'Iran – c'est du moins ce qu'explique sa propagande officielle – le régime irakien se retrouve considérablement endetté, notamment vis-à-vis des États pétroliers du Golfe que Saddam Hussein est convaincu d'avoir protégé contre l'expansionnisme iranien. Alors qu'il pense disposer de l'appui des Occidentaux, ce dont semble témoigner l'attitude des diplomates américains au printemps 1990, Saddam Hussein entre en conflit avec le Koweït, créé de toutes pièces en 1913 par le colonisateur britannique pour interdire tout débouché sur le golfe Persique à l'Empire ottoman alors proche de l'Allemagne, puis à l'Irak mandataire et indépendant. À la fin du mois de juillet 1990, avant son départ en vacances, l'ambassadrice américaine avait fait savoir que le règlement de la crise relevait soit d'un accord bilatéral entre Bagdad et Koweït-City, soit d'un accord régional interarabe – quarante ans plus tôt, Dean Acheson, le secrétaire d'État américain, expliquait déjà que « *la Corée du Sud ne faisait pas partie du périmètre de sécurité américain* ». Saddam Hussein pense alors pouvoir régler par la force le contentieux qui l'oppose à son petit voisin et annexer l'émirat, que les gouvernements irakiens successifs ont toujours considéré comme un État fantoche, créé au profit des seuls intérêts britanniques. Tombé en août 1990 dans le piège qui lui était tendu, le Raïs irakien se méprend sur les possibilités de mobilisation de la « rue arabe » ; il subit finalement une guerre particulièrement destructrice, ayant pour finalité – selon le secrétaire d'État américain James Baker – de « *ramener l'Irak à l'ère préindustrielle* ». La disproportion des forces est écrasante ; en quelques heures, la défaite irakienne est consommée. Le pays se voit ensuite imposer de sérieuses limites à sa souveraineté ainsi qu'un embargo qui se révélera – au cours des douze années suivantes – particulièrement cruel. Malgré ce dernier, l'autonomie de fait du Kurdistan irakien, l'établissement des zones d'exclusion aérienne et la diabolisation médiatique de Saddam Hussein – dont le régime autoritaire n'est pas pire que ceux de nombreux autres États – l'Irak baassiste parvient à se maintenir et à se reconstruire au cours des années 1990 – même si on l'affuble d'une vilaine réputation « d'État-voyou » cherchant à se doter, malgré les contrôleurs de l'ONU, d'armes de destruction massive. L'arrivée au pouvoir en 2001 de l'administration Bush et les attentats perpétrés contre New York et Washington en septembre de la même année fournissent aux « faucons » de la Maison Blanche, aux groupes pétroliers avides de revanche et au lobby pro-israélien attaché avant tout à interdire l'émergence d'un pays arabe puissant et moderne au Proche-Orient, l'occasion d'en finir avec le nationalisme arabe et de remettre en cause les frontières arabes post-ottomanes nées de la première guerre mondiale. Alors que les Américains ont joué, à la faveur de la guerre froide et de leurs intérêts pétroliers, la carte de l'islamisme le plus radical – avec les brillants résultats que l'on sait en Afghanistan, dans le Golfe et sur le front du terrorisme international –, ils s'en prennent à un nationalisme arabe qui constitue pourtant le meilleur antidote contre les dérives fondamentalistes. Faute d'autres alternatives porteuses de progrès et de modernité, les masses musulmanes, humiliées et frustrées, risquent fort dans ces conditions de devenir une proie facile pour les courants islamistes les plus radicaux qui vont ensuite permettre de répandre l'idée d'un inéluctable « choc des civilisations », inventé par les officines idéologiques d'outre-Atlantique pour légitimer au nom de la « lutte contre le terrorisme » une hégémonie mondiale perçue comme toujours plus insupportable par un nombre grandissant de peuples. Contre le fondamentalisme

musulman qui n'exprime – selon la formule de Jean-Pierre Chevènement – qu'une « identité de rejet », c'est pourtant le nationalisme arabe – ou iranien à l'époque de Mossadegh –, porteur d'une « identité de projet » que les pays européens ont pour leur part intérêt à privilégier. L'islamisme ne pouvant conduire qu'à une impasse et confirmer définitivement les retards accumulés par le monde arabo-musulman, on peut penser que – quelle que soit l'issue de la guerre annoncée contre l'Irak baassiste – l'esprit qui animait Michel Aflak et Salahedine al Bitar sera fatalement perçu par les intellectuels et les opinions arabes comme l'une des conditions nécessaires d'un inéluctable « retour dans l'histoire ».

Philippe Conrad

Janvier 2003

Copyright Clio 2010 - Tous droits réservés

Bibliographie



Le nationalisme arabe, alternative à l'intégrisme
Charles Saint-Prot
Ellipses, 1998



La Syrie du général Assad
Daniel Le Gac
Complexe, 1999



La Syrie aujourd'hui
Centre d'études et de recherches sur l'Orient arabe contemporain
Éditions du CNRS, Paris, 1980



Le nationalisme arabe
Olivier Carré
Fayard, Paris, 2004



La question irakienne
Pierre-Jean Luizard
Fayard, Paris, 2004



L'évolution politique de l'Irak et de la péninsule arabique de 1919 à
1980 et à L'unité arabe impossible
Georges Corm et de Robert Santucci
In Revue « Historiens et Géographes n° 336, mai-juin 1992